



Public-privé : l'hécatombe des emplois. À nous de déclencher l'unité dans la lutte, tous et toutes ensemble

Le 1er mai, journée internationale de lutte des travailleurs, a été l'occasion de faire entendre la voix du monde du travail, face au discours réactionnaire et militariste ambiant, en France aussi bien que dans le reste du monde : comme aux États-Unis, pays de naissance du 1er mai, contre Trump et sa politique ; ou en Turquie, contre le régime d'Erdoğan, en dépit de la brutale répression de la police qui a arrêté 400 personnes.

Les grèves continuent, n'en déplaisent au patronat et au gouvernement

Des luttes se déroulent localement, dans les entreprises privées comme les services publics, autour de la question des salaires, du maintien de l'emploi et de la défense des conditions de travail. Les cheminots entament une grève cette semaine, entraînant les cris d'orfraie des ministres et journalistes de connivence dénonçant les prétendus « privilèges » des travailleurs du rail. Il faut dire que tout ce beau monde s'y connaît en avantages indus et en parasitisme social ! La SNCF a réalisé un bénéfice net de 1,5 milliard d'euros en 2024, tandis que les cheminots n'ont touché que 0,5 % d'augmentation générale des salaires...

Nationaliser les licenciements...

La liste des plans de licenciements s'allonge. La semaine dernière, STMicroelectronics (1,6 milliard de dollars de bénéfice) et ArcelorMittal (1,3 milliard), y ont ajouté leur pierre en annonçant respectivement 1 000 et 636 suppressions de postes en France, dont plus de 300 à Dunkerque pour le sidérurgiste.

Les responsables politiques et syndicaux de gauche se sont alors pressés à Dunkerque pour le 1er mai, avec une solution magique pour sauver ArcelorMittal : la nationalisation. Le refrain est connu : dans les années 1970, le gouvernement de droite, sous la présidence de Giscard d'Estaing, avait épongé les dettes d'Usinor et Sacilor en y prenant une participation majoritaire. La gauche unie derrière Mitterrand avait poursuivi en achevant de nationaliser et c'est en fin de compte l'État qui a conduit lui-même des « restructurations ». Résultat des courses, 100 000 postes supprimés en une dizaine d'années et la richissime famille de Wendel, maître

historique des forges, indemnisée bien au-delà de la valeur d'usines obsolètes.

Bien sûr, les Ruffin, Tondelier, Faure et Trouvé jurent que la nationalisation permettra de sauver les emplois. Mais ce qu'ils veulent, c'est seulement que l'État finance les restructurations et les licenciements pour rendre demain aux patrons une industrie devenue plus rentable. De l'acier dit « français » que les travailleurs fabriquent, au passage, avec un minerai de fer venu du monde entier. Il faut bien que l'industrie de l'armement ait de quoi fabriquer des engins de mort !

Plutôt se battre ensemble pour interdire les licenciements !

Le nationalisme, même de gauche, pas plus qu'aucun protectionnisme, fût-il « solidaire », ne sont des solutions. Car cela revient à s'en remettre chacun de son côté à un État qui sert avant tout les riches, même quand des politiciens de gauche sont à sa tête.

C'est bien davantage une lutte d'ensemble, de tous les travailleurs, qu'il faudrait mettre à l'ordre du jour. À la SNCF, les directions des syndicats Sud et CGT ont décidé de saucissonner le combat : un jour pour les agents de conduite, un autre pour les contrôleurs, encore un autre pour les ateliers. Dans les usines qui licencient, les directions syndicales prescrivent également de cantonner la lutte à l'entreprise, dans d'interminables négociations où l'on se regarde avec le patron en chiens de faïence. Morceler les forces plutôt que les unir dans un combat général, ce serait la stratégie miracle ? Bien au contraire, il faut trouver le chemin de l'unité dans la lutte, avec en tête que toutes les grandes victoires ont été le résultat de grèves capables de faire boule de neige et de représenter une menace collective pour le patronat.

Au plus près... de leurs profits

La réorganisation de VISIO est donc actée pour la région IDF. Le jargon de la direction pour justifier les postes supprimés laisse à désirer : deux régions découpées en trois, une meilleure maîtrise pour les responsables d'exploitation et un ordonnancement au plus près du terrain ? Ils ne savent plus quoi inventer pour exploiter les ordonnanceurs et les agents de terrain au maximum.

Nos idées sont bien plus claires : il faut embaucher tous les collègues qui sont honteusement précarisés et payer la polyvalence, surtout quand elle est imposée.

Françafrique, le business coule à flot

La domination française en Afrique se porte bien. Suite à la venue du président angolais à Paris en début d'année, Suez a signé un protocole d'accord pour améliorer les services de distribution d'eau dans plusieurs régions du pays. Sous prétexte de venir épauler des populations confrontées au changement climatique et à des pressions sur leurs ressources en eau, c'est leur service public qu'on privatise. Après que les pays riches, principaux émetteurs de gaz à effet de serre, dérèglent le climat, Suez vend à prix d'or les gouttes d'eau qu'il reste.

Arabie saoudite : un régime barbare allié de la France

Le ministre de l'Intérieur saoudien vient d'annoncer l'exécution de deux personnes condamnées pour des accusations de « terrorisme ». Un prétexte habituel pour se débarrasser des opposants. Ce pays a procédé à au moins 100 exécutions capitales depuis le début de l'année. 59 personnes ont été condamnées pour des affaires de drogue, dont 43 étrangers.

Les alliés occidentaux du royaume – au premier rang desquels les États-Unis et la France – ferment les yeux sur ces exécutions de peur d'indisposer la monarchie pétrolière qui, chaque année, leur achète pour des dizaines de millions d'euros d'armement de toute sorte. On ne se fâche jamais avec les bons clients.

A bas le racisme et l'islamophobie !

Un homme a tué froidement un jeune musulman dans une mosquée du Gard et a filmé son acte en insultant sa religion. Pour le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, prudence ! Il ne fallait pas aller trop vite en besogne et y voir un attentat, un acte ra-

ciste et anti-musulman, même si « la piste n'est pas exclue ».

Retailleau a l'indignation sélective et on n'entend pas les politiciens de droite ou d'extrême droite s'indigner bruyamment comme ils savent si bien le faire en d'autres occasions. De son côté, Bayrou a dénoncé une « ignominie islamophobe » et Macron « le racisme ». Quelle hypocrisie ! Car ce sont bien les Retailleau, Darmanin, Le Pen et consorts, et tous ceux qui les protègent au plus haut niveau de l'État, tous ceux qui sèment les divisions et vomissent à longueur d'interview leur haine des étrangers et des musulmans, qui ont pavé la voie au meurtrier d'Aboubakar.

Accidents au travail : 21 000 morts et 13,5 millions de blessés en 20 ans

L'Humanité a tenté de chiffrer l'hécatombe dont sont victimes quotidiennement les salariés. Selon les données compilées par le quotidien, en vingt ans, le travail a fauché plus de 21 000 salariés et en a blessé 13,5 millions.

Et ces statistiques sont incomplètes, car elles ne prennent en compte que les salariés du régime général de la Sécurité sociale. À ces derniers, il convient d'ajouter les données transmises par la Mutualité sociale agricole : ses fichiers font état d'au moins 3 125 agriculteurs morts depuis 2006. Il y a, de plus, huit millions d'actifs (indépendants, auto-entrepreneurs, livreurs à vélo, chauffeurs VTC, agents de la fonction publique, etc.) pour lesquels les données sont lacunaires.

Le travail tue et illustre on ne peut mieux la formule : perdre sa vie en la gagnant !

Sanofi : rira bien...

Lors de la dernière assemblée générale de ses actionnaires, le groupe pharmaceutique Sanofi a annoncé céder pour 10 milliards d'euros la majorité de sa filiale Opella, qui fabrique notamment le Doliprane, au fond d'investissement CD&R. Le porte-parole du groupe a annoncé que la moitié de cette somme serait consacrée à l'achat de nouvelles actions, ce qui fera mécaniquement monter leur cours.

Quant au salaire du PDG, il va passer de 1,4 en 2024 à 1,6 million d'euros en 2025, soit une hausse de 14,3 %. Un actionnaire a alors demandé, sous forme de boutade : « J'ose espérer que vous allez augmenter les salariés de 14 %. » Ce qui a bien fait rire l'assistance. Mais le jour où les salariés réclameront leur dû, les actionnaires seront moins joyeux.